



## **diffusion de l'information sur l'Amérique latine**

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1981 - 11 mai 1995 - 6 F

### **D 1981 EL SALVADOR : DEUX PROJETS DE SOCIÉTÉ IRRECEVABLES**

L'espoir suscité par les élections générales de mars 1994 (cf. DIAL D 1868) est aujourd'hui enterré. Le gouvernement du président Calderón Sol oscille entre les radicaux qui prônent une restauration de l'ordre militaire et les néo-libéraux qui oeuvrent à la concentration du pouvoir économique et financier. Ces deux projets ont en commun d'abandonner les populations pauvres à leur sort (cf. DIAL D 1917). La situation sociale et politique est d'autant plus préoccupante que la mission d'observateurs des Nations unies pour El Salvador (ONUSAL) a pris fin le 30 avril 1995 au terme du mandat donné par l'accord de paix de 1992.

Dans la déclaration ci-dessous, le comité directeur de l'Université centro-américaine de San Salvador, comme en 1993 (cf. DIAL D 1833), analyse la gravité de la situation et dénonce l'existence d'un plan de déstabilisation du pays.

Note DIAL

### **DÉCLARATION DE L'UNIVERSITÉ CENTRO-AMÉRICAINNE : Les forces antidémocratiques menacent la transition démocratique**

A la veille du départ du pays de la mission d'observateurs des Nations unies pour El Salvador (ONUSAL) et de la clôture officielle de la phase de transition, les forces antidémocratiques menacent cette transition. La menace est constituée par l'avancée de l'armée en matière de politique et de sécurité publique, par suite d'une conduite politique inappropriée tant de la part du gouvernement que des partis politiques, par suite de l'inefficacité institutionnelle et par suite de l'action des forces opposées à la démocratisation. A L'heure actuelle plusieurs dynamiques de déstabilisation pas forcément dépendantes les unes des autres, au moins dans leur origine, influent simultanément sur la société et la poussent dans une direction extrêmement périlleuse.

Avec cette déclaration nous voulons faire partager notre préoccupation devant la gravité de la situation, faire prendre conscience de la possibilité réelle d'un renversement de la phase de transition, et proposer un redressement de direction rapide et ferme. Personne n'en tirera profit, pas même ceux qui pensent que la restauration du régime autoritaire et militaire favorisera leurs intérêts si la transition s'inverse. Sans chercher à être alarmistes, nous pensons que l'analyse objective des derniers événements oblige à conclure que le processus de transition est en grave danger.

#### **1 - La mobilisation des démobilisés**

Les démobilisés de l'armée ont surpris le pays en occupant des locaux publics, en prenant des otages - dont des députés - et en empêchant la libre circulation en divers points du pays, quand ils ont découvert que le gouvernement cédait devant leurs

pressions violentes. A ceux-ci se sont ajoutés d'ex-membres des anciens corps de sécurité, des anciennes patrouilles cantonales et des anciennes défenses civiles. De sorte que les troubles sur la voie publique, les occupations, les menaces et la violence physique ont fait leur réapparition.

Le gouvernement n'a pas traité de façon adéquate le mécontentement et la protestation de ces groupes. Si les compensations prévues par les accords avaient été attribuées, au lieu d'être reportées à plus tard, les démobilisés ne brandiraient pas aujourd'hui ce drapeau. Par ailleurs, la liberté avec laquelle ils ont agi pose question quant à l'efficacité du service de renseignement de l'Etat. Le ministre de la défense avait cependant reconnu publiquement qu'il connaissait d'avance les plans des démobilisés, mais il n'a pas pris les mesures appropriées pour les éviter.

Point n'est besoin de beaucoup d'efforts pour conclure que, vu l'efficacité et la portée de leurs opérations, les démobilisés ont derrière eux les puissantes forces qui se sont toujours opposées à la négociation, aux accords et à la transition. Ces forces ont capitalisé à leur profit les besoins objectifs et subjectifs des démobilisés en les manipulant. Tant que ces forces ne seront pas dûment identifiées et contrôlées, les actions des démobilisés continueront car, dans le fond, on ne cherche pas à satisfaire leurs demandes mais à faire la preuve de l'absence de direction politique, de l'incompétence de la nouvelle police, et donc, la nécessité pour l'armée de reprendre la place perdue au sein de l'appareil d'Etat.

Ainsi, il ne serait pas étrange que les démobilisés aient été organisés depuis certaines casernes et brigades qui, en plus de susciter chez eux de fausses attentes sur la satisfaction de leurs besoins les plus pressants, leur livreraient des armes de guerre. Cela voudrait dire que les réseaux paramilitaires n'ont pas été complètement désarticulés. De sorte que le recours aux moyens violents continue d'être présenté comme le mieux approprié pour obtenir la satisfaction de justes revendications. Le manque de volonté politique du gouvernement dans l'identification et la sanction pénale des instigateurs de ces mobilisations est un indice supplémentaire de ce que les responsables sont en lien avec l'armée et avec certains cercles de la politique et du patronat.

## 2 - Le blocage des transferts de terres

A la fin de l'année dernière, le gouvernement s'était engagé à faciliter les transferts de terres et, de fait, le mouvement s'était accéléré. Mais au début de 1995, il s'est de nouveau ralenti. Les promesses et les ordres de la présidence de la République n'ont servi à rien pour la mise en oeuvre de ce qui avait été prévu par le dernier calendrier de programmes. En plus du problème des transferts de terres il y a les limitations du crédit, de la formation professionnelle et de l'assistance technique. La contradiction entre le discours et les faits montre l'existence d'un problème de pouvoir dans la mise en oeuvre des accords de paix.

Il semblerait qu'il y ait des milieux très intéressés à ce que le gouvernement ne tienne pas ses promesses, de sorte que les bénéficiaires potentiels provoquent des désordres. Il s'ensuivrait que le gouvernement affronterait des difficultés nouvelles et inutiles tant au plan national qu'au plan international. Ceux qui se trouvent en sous-main calculent que les paysans sortiront dans les rues et provoqueront des désordres qui, d'un autre point de vue, mettent en évidence l'incompétence gouvernementale, l'incapacité de la police à contrôler les protestations populaires, et la nécessité de recourir à l'armée.

## 3 - La campagne contre la police nationale civile

La police nationale civile fait l'expérience des difficultés propres à une institution nouvelle avec de sérieuses déficiences en matière de quantité, de formation et d'expérience du personnel disponible pour garantir la sécurité et l'ordre public sur

l'ensemble du territoire national, dans le strict respect des droits de l'homme. Il n'est alors pas étrange qu'elle ne réponde pas aux attentes déposées en elle. Mais si la police nationale civile ne s'est pas développée ni affirmée, c'est parce qu'on ne lui a pas permis de le faire. Depuis sa création, ceux qui s'y opposaient et qui demandaient la permanence des corps de sécurité ont cherché à perturber son développement institutionnel.

Parce qu'on met à profit ses limites réelles, la police nationale civile fait l'objet d'une campagne de discrédit faisant ressortir son impuissance et son inutilité. Il semblerait qu'on attende, injustement, que la police garantisse la sécurité et maintienne l'ordre sans préparation ni équipement tout en luttant contre ceux qui cherchent à miner de l'intérieur son efficacité.

Le règne du crime organisé et non organisé, des escadrons de la mort et de nettoyage social, l' "industrie" de l'enlèvement, le trafic de drogue, de voitures et d'influence, les incendies, les assassinats de familles entières, y compris des enfants, l'absence d'enquêtes policières et d'actions judiciaires : tout cela explique que la population, au désespoir, incline à demander le retour de l'armée, et qu'on ne peut pas ne pas l'interpréter comme partie d'un plan de déstabilisation.

Comme si cela ne suffisait pas, le mécontentement et les protestations ont fait leur apparition au sein de la police nationale civile suite au projet de retrait de quelque soixante-dix agents du bureau de lutte anti-drogue qui ne remplissent pas les critères d'appartenance à l'institution. En réalité, ces agents ont été transférés de l'ancienne police nationale sans qu'il soit tenu compte des critères prévus, en violation ouverte des accords de paix. Avec leur retrait il s'agit de corriger l'une des erreurs commises par le gouvernement antérieur. Toutefois les policiers concernés se sont mis en grève et exigent des indemnités plus importantes que celles prévues par la loi.

#### 4 - L'aventure économique du gouvernement

Dans ce contexte, le gouvernement veut prendre une série de mesures économiques envers lesquelles une partie du patronat privé a exprimé des réserves sérieuses, tandis que s'y opposaient les petites et moyennes entreprises, les syndicats, les organisations sociales, les églises, les universités, les centres de recherche les plus prestigieux et jusqu'aux institutions financières internationales les plus conservatrices.

Alors que les mesures sont présentées comme justifiées au titre de la lutte contre la pauvreté et de l'amélioration du niveau de vie des masses populaires, en réalité elles favoriseront les exportateurs, les industriels et les commerçants qui se sont emparés du système bancaire privatisé par le précédent gouvernement. L'étape suivante consistera pour eux à s'emparer du système de prévoyance sociale et, avec les ressources disponibles, à acquérir les entreprises d'Etat. Grâce à tout cela, ce groupe restreint pourra se lancer dans la compétition sur les marchés financiers internationaux. Il s'ensuit donc que la dimension sociale selon laquelle on prétend justifier ces mesures économiques relève de la simple rhétorique et ne sert qu'à cacher l'intention véritable.

Curieusement, parmi les perdants se trouvent les activités industrielles et agricoles non diversifiées ainsi que les travailleurs et les masses populaires. A côté des risques économiques considérables qu'implique en soi cette politique, elle a, avec raison, suscité le mécontentement dans presque tous les milieux. Le milieu du travail est résolu à résister à la privatisation et à l'appauvrissement généralisé qui approche. Au lieu de générer l'équité, la stabilité et la sécurité, la politique économique qu'on prétend imposer donne les résultats contraires, à savoir une inégalité, une instabilité et une insécurité accrues.

Il faut ajouter à cela les accusations de corruption qui, indépendamment de l'objectivité qu'elles peuvent avoir, sont une autre pièce de l'échiquier de la conspiration. La corruption a toujours existé; la nouveauté réside dans l'identité des

personnes et des institutions corrompues. Cependant, ceux qui coiffent cette croisade ne cherchent pas tant l'honnêteté et la dignité publiques qu'à s'en prendre au groupe puissant agglutiné autour du précédent président. D'où la sélection précautionneuse de leurs accusations.

### 5 - Où cherche-t-on à conduire le pays?

L'analyse de ces événements révèle l'existence de deux projets contradictoires et nocifs pour El Salvador. L'un s'emploie à inverser le processus de transition et à restaurer un passé dont nous pensions nous éloigner. L'ombre du régime militaire verticaliste s'étend sur le pays. Il s'agit de militaires, de politiciens et de civils puissants qui continuent de penser que la guerre doit être poursuivie jusqu'à son terme. Pour eux la démocratie reste une concession qu'il n'aurait jamais fallu faire. Ils pensent que l'armée est le meilleur garant de leurs intérêts économiques et de leurs prétentions politiques.

Ceux qui poussent ce projet estiment bénéficier du soutien du Congrès des Etats-Unis, maintenant contrôlé par les républicains. En un sens, ils surestiment le pouvoir des partis politiques dans ce pays et leur intérêt envers El Salvador; dans un autre sens, ils savent bien que le gouvernement démocrate n'a pas l'influence qu'il voudrait ou pourrait avoir pour dicter la politique étrangère.

L'armée a par conséquent devant elle un défi d'autant plus important qu'elle peut être le facteur de pouvoir déterminant dans la conjoncture actuelle, et que la société civile ne se décide pas à occuper les espaces ouverts par les accords de paix pour protester et proposer. Il n'y a pas encore suffisamment d'indices permettant de prévoir de quel côté penchera l'armée, mais il ne faut pas écarter le fait qu'elle se sent toujours tentée par la possibilité de participer plus ouvertement et plus directement au jeu politique. Même s'il est peu probable qu'un tel projet prenne la forme extrême du coup d'État - une absurdité, à l'évidence, mais toujours une possibilité - une opération technique respectant les formes démocratiques n'est pas à exclure, indépendamment du fait qu'il s'agisse politiquement et éthiquement d'une aberration. En réalité l'armée devrait s'engager inconditionnellement du côté de la démocratisation et agir en conséquence. Le manque de tête au gouvernement, la faiblesse des institutions de l'Etat et du privé ainsi que le mécontentement généralisé sont des conditions favorables à la mise en oeuvre d'un tel projet.

L'autre projet vise à favoriser encore plus les milieux économiques les plus puissants du pays, sans se soucier de l'impact dévastateur qu'aura cette politique sur les autres milieux productifs et sociaux. Ce projet s'appuie lui aussi sur les théories néolibérales prédominantes au plan international et favorables au renforcement des liens entre les multiples chaînes de production et de monétarisation. Ce groupe privilégié a acquis le pouvoir nécessaire lui permettant de mettre au service exclusif de ses intérêts une partie importante du gouvernement actuel, lequel n'a pas hésité à faire siens ces intérêts, en dépit de l'existence de différences politiques apparemment inconciliables entre eux et lui.

Ces projets sont incompatibles économiquement, politiquement et socialement. Au fond il s'agit d'une lutte pour le pouvoir dans le pays. C'est pourquoi l'attitude de l'armée, tant bien que mal, reste déterminante dans une telle conjoncture. Étant donné la faiblesse de la société civile, la prédominance de l'un ou l'autre projet dépend pour l'heure du côté où penchera l'armée. Même si le projet des plus riches des riches pourrait entraîner - en fermant les espaces économiques, sociaux et politiques - la défaite définitive de ceux qui s'opposent à la démocratisation, il n'en reste pas moins qu'un tel projet, en soi, n'est pas une bonne solution pour le pays. Il ne l'est pas parce que, en favorisant l'accumulation et la concentration de la richesse dans un groupe déjà très restreint, il est source d'un mécontentement social accru et il rend impossible la démocratisation politique réelle.

Il est donc clair qu'El Salvador ne marche pas vers la démocratisation. Dans le meilleur des cas, on s'emploie à le conduire en direction d'une démocratie très limitée et placée sous la tutelle du grand pouvoir financier. Face à cela nous ne devons pas nous laisser mener, mais nous devons défendre notre droit de citoyens à n'aller que là où nous voulons aller. Le désenchantement et le mécontentement généralisés suite à l'orientation politique actuelle devraient être le point de départ d'une confirmation de la fidélité de la nation aux accords de paix. En ce sens nous aurions tous à faire de nouveaux efforts pour avancer plus résolument dans le sens du renforcement du caractère institutionnel de l'État.

En second lieu, le consensus national existant sur l'orientation que ne doit pas prendre l'économie nationale, nous devons le modeler en une proposition alternative sur la base du combat contre la pauvreté et de l'amélioration des conditions de vie des masses populaires. Sans un pacte entre forces démocratiques pour promouvoir le bien-être social de ces populations, il sera très difficile d'arrêter des politiques d'Etat allant bien au-delà de celles du gouvernement, lesquelles ne sont généralement profitables qu'aux intérêts des groupes qui lui sont plus proches. La formulation de la politique économique ne doit pas être laissée aux mains du gouvernement de service et encore moins à celles de ses conseillers. Étant donné que ces politiques mettent en danger la vie des masses populaires, tous - celles-ci en particulier - nous devrions participer à leur élaboration et à leur mise en oeuvre, indépendamment de qui est au gouvernement. Le gouvernement ne devrait être que le gestionnaire du bien commun.

Il est urgent d'élaborer un projet alternatif aux deux projets en concurrence. Quel que soit celui mis en oeuvre, l'un et l'autre mettent El Salvador en grand danger. La transition démocratique est loin d'être assurée; les institutions nationales ne sont pas encore prêtes à la conduire ni à contenir efficacement les dangers qui la guettent; l'actuel gouvernement est contradictoire, inefficace et non crédible parce que, en son sein, il abrite ceux qui ont cherché à inverser le processus de transition, et parce que, pour sa part, il s'est officiellement engagé dans le projet des plus riches. L'opposition politique, en particulier le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), n'a toujours pas trouvé comment articuler les intérêts des masses populaires.

Il faut rappeler que, jusqu'à présent, la mission ONUSAL a joué un rôle clé dans les démarches visant à désamorcer des situations socialement explosives. Malheureusement, à la veille de son départ du pays, il n'existe encore aucune institution nationale susceptible de prendre sa place. Aussi, quand se lèvent à l'horizon de nouveaux conflits sociaux, nous perdons l'instance médiatrice par excellence et nous voyons poindre l'armée.

El Salvador est à la croisée des chemins où elle risque son avenir. Des forces irrationnelles, égoïstes et bien peu solidaires l'ont mis dans cette difficile situation. Nous ne devrions aucunement permettre que le destin du pays nous soit arraché des mains par ceux qui veulent davantage de violence autoritaire ou ceux qui ne considèrent que leurs seuls intérêts économiques.

Le comité directeur de l'UCA  
San Salvador, le 15 février 1995

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

D1981-5/5